

Titre III : Redevance d'Abri Commun et de Stationnement

Chapitre II : Redevance de stationnement

Article 10 : Tout aéronef en stationnement sur les aires de trafic est passible d'une redevance de stationnement exprimée en dirhams par tonne et par jour. Le tonnage à considérer est le poids maximum au décollage inscrit au certificat de navigabilité.

La redevance de stationnement n'exclut pas la possibilité d'établir une redevance particulière pour équipements spéciaux tels que prises d'électricité, de téléphone, d'air comprimé.

Article 11 : Le taux de la redevance de stationnement est fixé comme suit :

Pour les aéronefs effectuant un trafic commercial :

2 dirhams par tonne et par jour pour les 50 premières tonnes ;

1 dirhams par tonne et par jour au-delà de la 50e tonne.

Toute fraction de tonne ou de jour est complétée pour une tonne ou un jour.

Pour les aéronefs de tourisme :

1 dirham par demie-tonne et par jour.

Toute fraction de demi-tonne et de jour est comptée pour une demi-tonne ou un jour.

Les trois premières heures de stationnement sont gratuites.

Des abonnements mensuels peuvent être accordés par décision du ministre chargé des transports prise sur avis conforme du ministre chargé des finances.

Article 12 : Ont seuls droit au stationnement gratuit dans la mesure des places disponibles des aéronefs d'Etat n'effectuant pas de transport payant et les aéronefs d'Etats étrangers en visite officielle.

Toutefois, les aéronefs de tourisme sont exemptés de la redevance de stationnement lorsqu'ils utilisent certaines aires spécialement désignées par le commandant de l'aérodrome.

Article 13 : Des aires de garage ou d'entretien peuvent être mises, à titre privés, à la disposition d'usagers qui en font la demande.

Dans ce cas, les usagers supportent une redevance d'occupation domaniale fixée par le ministre chargé des transports dans les conditions de l'article 25, titre VII.